

Nouvelle colère des parents d'élèves

Emeline Salomez | 28.05.2010, 07h00

Ils protestent depuis l'hiver dernier et leur colère grandit. Les parents d'élèves n'ont cessé de tempêter contre les absences non remplacées des enseignants. Hier encore, ils étaient plusieurs dizaines à occuper les inspections des circonscriptions de Pantin, Romainville et Saint-Ouen. « Je n'en peux plus de voir que mes enfants n'ont pas de remplaçant et qu'ils perdent le goût d'aller à école », se lamente un papa.

Privés d'enseignants

Pour Laure Watrin, représentante des parents d'élèves à la FCPE, le recours à des étudiants en master et l'embauche de CDD « au coup par coup » ne suffisent pas. « Nous estimons que la Seine-Saint-Denis a besoin, peut-être même plus qu'ailleurs, de plus d'enseignants et nous demandons à ce que ceux-ci soient mieux formés », lance-t-elle.

Dans une école élémentaire au PréSaint-Gervais, les parents ont recensé 64 jours de cours non assurés. A Pantin, ils dénoncent trois semaines consécutives non remplacées pour une classe de CP et une de CE 2. Depuis la rentrée de septembre, une école de Saint-Ouen a totalisé 125 jours sans enseignant. « Tout comme ma fille, certains enfants ont perdu jusqu'à un mois de scolarité, déplore Daniel Garault. Nous sommes très inquiets car nous avons appris ce matin qu'il n'y aurait pas plus de moyens à la rentrée. Les enseignants seront remplacés par des étudiants qui ne sont pas formés. »

« Tous les étudiants remplaçants préparent les concours d'enseignants et par conséquent, je n'ai aucune crainte quant à leurs performances », a tenté de rassurer hier l'inspecteur d'académie Daniel Auverlot, ajoutant qu'il « y aura beaucoup plus d'enseignants que de postes l'année prochaine ».

Un message qui ne convainc toujours pas : aujourd'hui, les parents d'élèves de l'école Charlie-Chaplin occuperont l'établissement pour obtenir des enseignants dans trois classes qui en sont privées. « La classe de CE 2-CM 1 n'a pas de prof depuis un mois », témoigne la responsable de la FCPE. Le 18 juin, des parents de tout le département manifesteront au tribunal administratif de Montreuil où plusieurs dizaines de recours seront déposés contre le ministre de l'Education.

